

MÉLANGES RELIGIEUX.

POLITIQUES, COMMERCIAUX ET LITTÉRAIRES.

Vol. XII.

Montreal, Mardi, 15 Mai 1849.

No. 70

DE LA DÉMOCRATIE EN FRANCE,

PAR M. GUIZOT.

Un écrivain très-distingué disait dernièrement que l'une des conditions les plus nécessaires pour le rétablissement de la paix sociale, c'est un jugement sain sur les événements du passé. Rien n'est plus vrai; et voilà pourquoi il nous paraît indispensable de rappeler ici quelques appréciations faites autrefois par M. Guizot, et qui, suivant nous, seraient de nature à perpétuer le désordre moral que l'illustre publiciste combat aujourd'hui avec une logique si ferme et si élevée.

M. Guizot, dans ses cours d'histoire moderne, a fait les plus louables efforts pour être impartial; protestant, il a écrit sur les origines de la société chrétienne, sur le rôle magnifique des Souverains Pontifes au moyen-âge, des pages d'une vérité, d'une élévation et d'une éloquence dignes souvent du comte de Maistre. Et pourtant, il faut le dire, si forte que soit cette intelligence, elle a perpétuellement oscillé entre la vérité chrétienne et le rationalisme, entre l'esprit d'autorité qui peut seul sauver le monde, et l'esprit de libre examen et d'indépendance révolutionnaire, qui pousse les sociétés à l'abîme. M. Guizot est l'un des libres penseurs de ce temps-ci qui a célébré avec le plus d'éclat, et dans ses livres et à la tribune du parlement, la grande découverte des temps modernes, c'est-à-dire la "sécularisation de toutes les connaissances humaines." Cette découverte, tout le monde le sait, est la chose la plus simple du monde; il ne s'agit que de considérer chaque science, la philosophie, par exemple, ou la morale, abstraction faite de toute croyance religieuse. Êtes-vous historien? Avez-vous à raconter l'établissement du christianisme dans telle ou telle contrée? Gardez-vous bien de vous occuper de la fondation divine de cette église; ce serait porter atteinte à l'indépendance de la raison humaine! Laissez plutôt parler M. Guizot:

"Le premier mauvais principe qui se trouva dans l'église, c'était la dénégation des droits de la raison individuelle, la prétention de transmettre les croyances de haut et bas, dans toute la société religieuse, sans que personne eût le droit de les débattre pour son propre compte... Aujourd'hui messieurs, quand l'idée d'un gouvernement se présente à nous, nous savons qu'il n'a guère la prétention de gouverner autre chose que les actions extérieures de l'homme, que les rapports civils des hommes entr'eux. Quant à la pensée humaine, à la conscience humaine, à la moralité proprement dite, quant aux opinions individuelles et aux mœurs privées, ils ne s'en mêlent pas. Messieurs, l'Eglise chrétienne faisait tout le contraire... Ce qu'elle entreprenait de gouverner, c'était la pensée humaine, la liberté humaine, les mœurs privées, les opinions individuelles... Le gouvernement de l'Eglise s'adressait à l'homme intérieur, à la pensée, à la conscience, c'est-à-dire à ce qu'il y a de plus intime, de plus libre et de plus rebelle à la contrainte. L'Eglise était donc, par la nature même de son entreprise, mise en péril de tyrannie et d'un emploi illégitime de la force."

On le voit, la protestation de l'écrivain contre le droit que revendique l'autorité spirituelle de gouverner les intelligences et les consciences, cette protestation est aussi nette que possible. L'Eglise, en s'adressant à l'homme intérieur, à sa moralité, à ses mœurs privées, l'Eglise était, dit-on, en péril de tyrannie! Mais c'est précisément la thèse de nos modernes socialistes. Leurs doctrines sur la destinée générale de l'humanité et sur le progrès des lumières, ne seraient-elles, par hasard, que la conséquence des théories rationalistes de l'école doctrinaire-protestante!

"Robert Owen, disait, en mai 1810, le *Quarterly Review* proteste contre l'âme, comme les dissidents détachés de l'Eglise anglicane ont protesté contre cette dernière, et comme l'Eglise anglicane elle-même a protesté contre le catholicisme. Owen est le dernier protestant. C'est une série logique, une chaîne nécessaire de négations qui aboutissent à la destruction de la société, dernière négation." Et nous aussi nous le disons à M. Guizot, les Proudhon, les P. Leroux, les Considérant et autres porte-drapeaux de la démagogie socialiste, ne sont que nos derniers protestants. Oui, l'écrivain du *Quarterly Review* a mille fois raison, c'est une chaîne nécessaire de négations qui aboutissent à la dernière de toutes, la destruction de la société! Si l'autorité spirituelle est une tyrannie, si l'homme ne relève que de sa raison, en vertu de quel droit pouvons-nous combattre les théories antisociales qui déchirant toutes les passions mauvaises autour de nous?

M. Guizot, je le sais, a reconnu, a proclamé dans son cours de 1829, qu'il fallait qu'il y eût une société spirituelle pour qu'il pût y en avoir une autre. Mais qu'est-ce qu'une société spirituelle ou la conscience, ou la moralité sont livrées à elles-mêmes! La difficulté n'a point échappé à l'esprit si pénétrant du célèbre historien. Il a compris qu'il y avait là un immense péril. Aussi, dans l'une de ses plus remarquables leçons, s'est-il efforcé de trouver un milieu entre l'autorité et le libre examen. L'Eglise en cherchant à gouverner les consciences et à régler les intelligences, l'Eglise était en voie de tyrannie—mais depuis la réforme on s'est trop exclusivement préoccupé du plein développement des intelligences, ce qui a produit l'anarchie. Il faut éviter l'un et l'autre excès.

"On peut espérer, ajoutait M. Guizot dans la même leçon, que notre temps est appelé à éviter l'un et l'autre écueil car il est, si je puis ainsi parler, en possession de la carte qui le signale l'un et l'autre. Le développement de la civilisation doit désormais s'accomplir sous l'influence simultanée d'une double foi, d'un double respect; la raison universelle sera recherchée comme la loi suprême et le dernier but; la raison individuelle sera libre et provoquée comme le meilleur moyen d'atteindre à la raison universelle." Nous savons tous aujourd'hui quels usages les intelligences saturées de rationalisme ont fait de la carte qui leur signale le double écueil de l'autorité et de la libre pensée. La règle par excellence, suivant M. Guizot, c'était celle-ci: "Gouverner de plus en plus notre raison selon la réalité, et la réalité selon notre raison."

Messieurs les rationalistes abondaient alors en maximes de genre, que la jeunesse recueillait avec avidité. A quoi ont-elles abouti?

M. Guizot, c'est une justice qu'il faut lui rendre, répudiait très-nettement la philosophie matérialiste, immorale, impie, du dix-huitième siècle; mais que mettait-il à la place? La philosophie écossaise, laquelle n'explique ni Dieu, ni l'homme, ni la nature!

Dans l'ordre politique, on acceptait, sans faire à proprement parler aucun triage, toutes les théories des hommes de 1689. On semblait croire au prochain avènement du nouvel âge d'or annoncé par M. de Condorcet, et où les philosophes devaient se charger de la civilisation et du bonheur des nations encore plongées dans la barbarie.

"Nous ne possédons pas encore véritablement les idées générales et les convictions intimes qui doivent les inspirer; les croyances qui répondent à nos mœurs sont faibles, encoeurées et chancelantes. Il faut que "nous cherchions," que "nous découvriions les principes de dévouement" qui peuvent s'emparer fortement de nous, nous convaincre et nous étonner en même temps."

Dans tout ce que l'on vient de lire pas un mot du christianisme, remarquable! Pour affirmer les mœurs chrétiennes, on espérait découvrir des principes de dévouement qui ne se trouvent pas dans l'Evangile apparentement; on se flattait d'amener les peuples à un état milieu entre la soumission catholique et l'indépendance absolue des intelligences! Tout le monde sait quelle influence ces théories toutes rationnelles exercèrent sur les jeunes imaginations, dans les dernières années de la restauration. Il y eut un moment où l'on put croire que la France, ajournant son passé catholique, allait passer sous la domination des libres penseurs. On annonçait les funérailles d'un grand culte; on déclarait que le temps n'était plus, pour l'humanité, de plier sous le poids d'une funeste et triste humilité; en un mot, on s'abandonnait à des espérances presque aussi fallacieuses que celles auxquelles se livrent nos utopistes d'aujourd'hui. Philosophie, condula gens! à dit Sénèque. Les pays protestants, depuis trois siècles, nous ont suffisamment éclairés là-dessus. Avant que Henri Heine et ses amis de l'école de Halle ne nous eussent annoncé le prochain avènement "d'une démocratie de demi-dieux terrestres," un homme éminent, le philosophe Bonnet, dans une lettre à Jean de Moller, représentait le pouvoir papal comme un grand arbre à l'ombre duquel la vérité s'est conservée, pour devenir un jour un grand arbre qui fera sécher celui "qui ne doit durer qu'un temps et la moitié d'un temps."

M. Guizot et M. Cousin ont cru, eux aussi, que le grand arbre de l'Eglise chrétienne ne devait durer qu'un temps et la moitié d'un temps; et ils ont protesté contre "la prétention du catholicisme à transmettre les croyances de haut en bas."

Toutes les idolâtries de ce temps-ci ne sont que la conséquence de cette protestation. M. Guizot le croit-il, à cette heure! Il me semble impossible qu'un si grand écrivain ait pu rester captif dans sa rage calviniste. M. Guizot, j'en suis convaincu, regarde en face aujourd'hui les problèmes qu'il craignait d'approfondir autrefois; M. Guizot ne serait pas maintenant le procès à l'Eglise chrétienne, entreprenant de gouverner la pensée humaine, la conscience, les mœurs privées, les opinions individuelles, etc. M. Guizot, comme son co-religieux du "Quarterly-Review," a certainement la conviction que le socialisme "est le dernier mot du protestantisme." Si l'en était autrement, en effet, quel serait le but et quelle serait la valeur de la brochure de l'illustre publiciste? Il faut donc, suivant nous, considérer comme un véritable événement la protestation de M. Guizot contre l'idolâtrie démocratique, cette dernière expression du rationalisme protestant.

"Si l'homme se vante, je l'abaïsse; s'il s'abaisse, je le vante." Puisque le célèbre écrivain en est à recommander instamment aux Français de méditer ces admirables paroles de Pascal, l'obscurité qui arrêta l'essor de son génie est tombée ou tombera bientôt. Un si grand esprit ne peut plus croire désormais qu'il soit possible à l'homme de poser des limites à l'intelligence humaine et de lui dire: Arrête-toi ici! Ou l'autorité religieuse, ou l'anarchie des esprits: il n'y a pas de milieu. M. Guizot s'élève, dans des pages admirables, "contre l'arrangement de ceux qui repousseraient les leçons que Dieu prodigue devant nous." Que ces leçons nous profitent à tous! C'est en reconnaissant avec humilité nos erreurs passées; (et qui n'en a pas commis dans ces temps mentables!) c'est en renonçant à chercher hors du christianisme ce qui ne se trouve qu'en lui, qu'on portera remède à la terrible maladie qui désola la France et l'Europe. Un jour, M. Guizot laissera tomber de sa plume ces paroles la reconnaissance des hommes attestant un grand service rendu à l'humanité, c'est qu'un pas a été fait vers le but qu'on poursuit: la révolution d'Angleterre et la nôtre."

Aujourd'hui, M. Guizot n'accorde plus la même vertu aux grands faits révolutionnaires. Il croit comme nous que le christianisme est la seule ancre de salut de la société ébranlée par tant de révolutions. Pour lui comme pour nous, le bien absolu n'existe que dans les croyances religieuses qui règlent les imaginations et les cœurs, et qui maintiennent la paix parmi les hommes. Pour lui, comme pour nous, l'esprit démocratique n'est pas autre chose à cette heure, que l'esprit révolutionnaire porté à sa dernière puissance. Et voilà pourquoi l'illustre écrivain s'est élevé avec tant d'énergie contre l'idolâtrie démocratique.

"Mais, a-t-on objecté, le mot démocratie n'est pas un mot politique. On a crié sur les barricades: "Vive la réforme!" Pourquoi donc appliquer le remède là où n'est pas la plaie? —Le reproche ne nous paraît pas fondé. Que le mot démocratie ne soit pas populaire partout, dans les campagnes par exemple, cela n'est pas incontestable. Mais là n'est pas la question. Il s'agit seulement de savoir si ce n'est pas ce mot, qu'on fait suivre de l'objectif sociale, qui, dans tous les grands centres de population et parmi les classes ouvrières "soulève et fomenté incessamment au milieu de nous la guerre sociale." Vous dites que le mot démocratie n'a guère de sens que pour les savants. Erreur profonde! D'un bout de la France à l'autre, république démocratique et sociale signifie la même chose, c'est-à-dire lutte contre la propriété, contre le capital, contre la bourgeoisie, et gouvernement de la démagogie souveraine. Le mot, il est vrai, n'a pas sur les masses une grande puissance. Mais partout où des

travailleurs sont réunis en grand nombre, ce mot n'exerce-t-il pas sur eux la plus funeste influence? A l'extrémité de la Basse-Bretagne, deux mille ouvriers d'un grand port militaire ne donnaient-ils pas leur voix à M. Ledru-Rollin, aux dernières élections, fassins qu'ils étaient par ces seuls mots dont ils comprenaient parfaitement toute la portée: "Défendons la république démocratique et sociale?"

M. Guizot a donc, selon moi, posé le doigt là où était le plaie. Il a parfaitement compris que, dans la pensée de nos révolutionnaires, démocratie voulait dire dictature démagogique, jouissance de tous les biens existants ou possibles en ce monde, nivellement absolu de toutes les conditions. Pour ces hommes, en effet, la démocratie n'est pas, comme on le croit, une forme, un vêtement; c'est une religion, c'est la destruction de la propriété telle qu'elle est constituée aujourd'hui; c'est un ordre de choses complètement nouveau. Au fond des campagnes les plus reculées, j'ai entendu des maîtres d'écoles, qui se disaient chrétiens, soutenir cette thèse de M. Blachez, savoir, "que la révolution française émane du christianisme, qu'elle est catholique dans son essence et dans son origine, en sorte que cette grande crise sociale ne pourra être terminée que le jour où les révolutionnaires seront catholiques, et où les catholiques seront révolutionnaires!"

Ces détestables doctrines ont pénétré plus avant qu'on ne le pense. Et cela se conçoit facilement: au lieu de heurter les croyances catholiques des populations, les socialistes associent le nom du Sauveur à ceux de Robespierre et de Saint Just; ils se donnent pour les missionnaires de la religion du démocrate Jésus. De là le danger; et M. Guizot ne l'a nullement exagéré. Ce grand esprit comprend très-bien que le remède à tous nos maux n'est dans l'enseignement pour les révolutions futures motivée sur le regret des révolutions passées. Mais, pour éviter ces révolutions, n'est-il pas indispensable d'extirper l'idolâtrie démocratique qui mène à la dégradation de l'homme et à la destruction de la société?

La république sociale est la plus absurde en même temps que la plus odieuse des chimères. C'est celle-là que M. Guizot flétrit. Du gouvernement républicain il ne parle qu'avec respect. En soi, dit-il, c'est une noble forme de gouvernement et qui a suscité de grandes vertus. M. Guizot ne s'élève nullement contre le fait de la démocratie proprement dite: ce qu'il poursuit, ce qu'il dénonce, c'est le chaos qui se cache aujourd'hui sous ce mot souverain, magique, universel: la démocratie; c'est je ne sais quel culte idolâtre pour une démagogie qui se croit seule le droit de le pouvoir de gouverner. M. Guizot pense que ce ne sera pas là le dernier mot de notre longue et glorieuse civilisation, et que la France n'a pas fait de si grandes choses pour descendre, au nom de l'égalité, jusqu'au plus bas niveau."

Nous partageons cette espérance. La France finira par comprendre qu'elle avait le privilège de toutes les impossibilités, en fait de gouvernement, si elle persistait à ne voir dans la société que la démocratie, comme si elle y était seule. La France possède des classes nombreuses de citoyens éclairés, considérables. Son sol est couvert d'une population intelligente qui ne demande qu'à vivre et à travailler en paix. L'esprit religieux, l'esprit de famille, l'esprit politique s'y développent et s'y affermissent en dépit des exagérations démocratiques et des prétentions révolutionnaires et socialistes.

La commune, le célèbre écrivain le reconnaît, devra recevoir une puissante organisation. Elle a fait son temps cette centralisation que prônait naguère la plupart de nos hommes d'Etat. Disciple de Royer-Collard, M. Guizot, lui aussi, avait cru voir dans la centralisation actuelle le plus grand pas qui eût été fait vers la civilisation parfaite, d'une part par l'unité administrative, de l'autre par l'abolition de toute association, de toute corporation. Aujourd'hui, l'auteur n'hésite pas à reconnaître ce qu'il y avait d'excessif dans ses anciennes opinions.

Nous aimons à croire que M. Guizot corrigera, avec loyauté, toutes les autres erreurs de son passé. Des hommes éminents les ont signalés jadis, ces erreurs. Eclairé par l'expérience de ces derniers temps, l'historien de la civilisation française rectifiera dans ses livres, comme dans ceux de ses adversaires et de ses amis, toutes les propositions dangereuses qu'il s'est renfermé. La Providence, "qui jamais n'est venue si grande et si grande à la rencontre de l'orgueil, a dû faire l'un plus d'une vérité aux yeux de M. Guizot. Il nous en faut profiter, nous l'espérons, comme il en aura profité lui-même.

AURÉLIEN DE COURSON.

AFFAIRES DE ROUTINE.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (HALLE BONSECOURS.) LUNDI, 7 MAI 1849.—M. Méthot fait rapport sur le bill pour encourager la construction des vaisseaux dans le Bas-Canada: renvoyé au comité pour jeudi prochain. M. Chabot fait rapport sur le bill pour incorporer le barreau du Bas-Canada: renvoyé au comité pour jeudi prochain. Sur motion de M. Chabot, l'ordre pour la seconde lecture du bill pour révoquer l'acte relatif à l'engagement des antélots est remis à jeudi prochain. Sur motion de l'Hon. M. LaFontaine, il est nommé un comité spécial composé de l'Hon. Badgley, M. Dumas, M. Cartier, M. Holmes et du moteur, pour s'enquérir du contenu du bill pour remédier à certaines déficiences dans l'enregistrement des actes et instruments relatifs aux immeubles, dans le bureau d'enregistrement à Montréal, et des amendements qui pouvaient avoir été faits à ce bill en chambre ou dans le comité auquel il a été renvoyé, quand les procès de la chambre ont été interrompus par l'incendie du 25 avril dernier. Les amendements du conseil au bill pour permettre aux religieux de l'Hôtel-Dieu de Montréal de posséder d'autres immeubles, sont considérés. M. Cauchon fait rapport sur le bill de la Maison de la Trinité de Montréal; la chambre se forme alors en comité sur le dit bill et y fait divers amendements dont il sera fait rapport demain. M. Cartier présente un bill pour incorporer l'Association St. Jean Baptiste de Montréal, dans la cité, paroisse et district de Montréal:—seconde lecture, demain. M. Watts introduit un bill pour révoquer certains actes y mentionnés et pour réformer et amender les lois des chemins du Canada;—seconde lecture, le 31 du courant. M. Holmes présente un bill pour incorporer une compagnie pour la construction d'un canal pour lier les eaux du lac Champlain et du fleuve St. Laurent; seconde lecture, jeudi prochain. L'Hon. M. Robinson présente une pétition du Rev. James Beaver, D. D. et doyen du conseil de King's College immédiatement après le président, laquelle est reçue et lue, demandant que le bill de l'université soit amendé de manière à ce que l'instruction chrétienne élémentaire fasse partie de l'éducation.—Le bill en faveur des syndics pour la construction d'une église dans la paroisse de St. François du lac St. Pierre est lu pour la seconde fois et renvoyé à M. Fourquin, M. Chabot, M. Lemieux, M. Fortier et M. Guillet. Le bill relatif aux maîtres et serviteurs (B.-C.) est considéré en comité; sera considéré de nouveau jeudi prochain.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

REDDITION DE GÈNES.—La soumission de Gènes est un fait accompli. Le général La Marmora a pris possession des forts le 10, de la ville le 11 avril. Tout s'est bien passé. La reddition de Gènes a été accompagnée de certaines circonstances qu'il convient d'enregistrer; mais disons d'abord les noms de ceux qui sont exceptés de l'amnistie. Les voici: Le général Avezzana, les avocats David Morchio, Lazotti Didaco-Pellegrini, Frédéric Campanella, et MM. Constantin Reti, Nicolo Acame, Antonio Borini, Combiato, Albertini, Weber. Avant de s'éloigner, Avezzana a adressé au peuple une proclamation pour le louer de son courage. Gènes aurait pu faire davantage, mais ce qu'elle a fait prouve ce dont elle serait capable. Avezzana ajoute: "La nation vous sera reconnaissante de votre protestation contre les honteuses directions d'une malheureuse guerre." La place a été mise en état de siège. Le 9, Avezzana a écrit à lord Hardwick, commandant la *Vengeance*, que si, à six heures du soir, son bâtiment qui avait fait le branle-bas général de combat et qui même était intervenu en noyant les poudres d'une batterie occupée par les insurgés, n'avait pas repris une attitude pacifique, ordre serait donné aux batteries de la ville de le couler bas. Nous ignorons qu'elle a été la réponse de lord Hardwick à cette lettre peu convenable; mais il est positif que les Gênois, tirant sans cesse le temps de reconnaître les navires, ont lancé dans les bords d'un vapeur français un boulet qui heureusement n'a causé qu'un dégât matériel. Avezzana s'est empressé d'envoyer ses excuses au commandant du vapeur français. Les Gênois comptaient évidemment sur le secours de la division lombarde, forte de 7,000 hommes. Cette division est restée au Bubbio avec la résolution de passer, dit-on, en Toscane, où elle espère être plus utile à la cause italienne. Le général Joseph Avezzana, qui commandait en chef la garde nationale de Gènes, avant et pendant l'insurrection, a quitté la ville après la capitulation et s'est embarqué sur le *Princeton*, paquebot américain, pour se rendre aux Etats-Unis. La municipalité de Gènes lui avait offert une somme de 10,000 francs pour pourvoir à son existence pendant l'exil; mais le général, désintéressé autant que brave, a refusé, et il n'est parti qu'avec une faible somme à peine suffisante pour atteindre la terre hospitalière des Américains.

ROME, 9 AVRIL.—Rome continue à être écrasée par le régime de la terreur. Les arrestations continuent sous les plus frivoles prétextes. Parmi les membres du clergé dont on annonce l'arrestation, nous remarquons le prélat Galé, chanoine de Saint-Jean-de-Latran.

FRANCFORT.—La *Gazette allemande* publie la déclaration suivante des plénipotentiaires de vingt-huit gouvernements allemands:—"Les représentants des Etats allemands suivants; Bade, Hesse-Darmstadt, Hesse-Electorale, Altenbourg, Mecklenbourg, Holstein, Lauenbourg, Brunswick, Nassau, Saxe-Weimar, Cobourg, Gotha, Oldenbourg, Meiningen, Anhalt-Bernbourg, Dessau, Schwarzbourg-Rudolstadt, Sonderhausen, Reuss, Hohenzollern, Waldeck, Hambourg, Brême, Lubec, Francfort, ont remis ce soir la note suivante au plénipotentiaire du gouvernement prussien: Les soussignés, par suite de la note circulaire prussienne du 3 avril, et convaincus que l'accord le plus prompt possible contribuera essentiellement à la prompt réalisation de l'œuvre de la Constitution, se sont réunis et ont délibéré provisoirement sur leur mission commune, et ils ont l'honneur de communiquer à M. le plénipotentiaire prussien le résultat de leurs délibérations: Les gouvernements représentés par les soussignés ont vu avec une vive satisfaction, par la dite note et ses annexes, que S. M. le roi de Prusse est disposé à se mettre à la tête de l'Etat allemand. Si Sa Majesté a fait dépendre la validité de l'élection faite par l'Assemblée nationale allemande de l'accord des gouvernements intéressés, cette manière de voir mérite non seulement la plus haute reconnaissance, mais on doit y reconnaître aussi, en égard aux expériences des derniers temps, l'effort vers l'établissement de ces garanties qui sont propres à donner de la durée à l'œuvre de la Constitution allemande. Pénétrés de la conviction que le bien de la commune patrie ne peut être obtenu que par la création d'un Etat fédéral fort; et que des sacrifices doivent être faits par les Etats particuliers; les soussignés n'hésitent pas à donner leur nom des hauts gouvernements qu'ils représentent, leur plein assentiment à l'élection faite par l'Assemblée nationale de l'Empire...."

HONGRIE.—Pesth, 9 avril.—Il n'y a rien de nouveau sur les affaires de Hongrie. On disait à Vienne que le jeune prince Windischgrätz avait apporté, hier dans l'après-midi, la démission de son père. Si la démission est acceptée, le général Welden sera nommé général-en-chef des troupes impériales, et le feld-maréchal Hess chef de l'état-major général.

EVÈQUE.—Le *Moniteur* annonce que M. l'abbé Dupont-Loup, chanoine de la métropole de Paris, vient d'être nommé évêque d'Orléans.